

payer deux piastres par livre pour des denrées alimentaires, que ce fut pour son propre usage ou pour venir en aide à des mineurs souffrant de la faim, je ne puis le dire.

Il y a ce point-ci que je désire signaler, c'est que s'il nous faut envoyer des Territoires du Nord-Ouest et des provinces orientales du Canada, les denrées alimentaires et les autres articles nécessaires au développement de cette région minière, nous ne pourrions jamais rivaliser avantageusement avec l'Orégon et la Californie. Il nous est absolument impossible de le faire tout en payant les frais de transport de ce trafic à travers le continent, en expédiant les marchandises par bateaux sur la voie que l'on ouvre maintenant, les transbordant à fort Wrangel, faisant de nouveau la même opération pour les déposer dans des vaisseaux plus petits, les transbordant encore sur les wagons de cette voie ferrée, puis les plaçant de nouveau sur la route où le major Walsh a été retenu pendant des mois.

Les immigrants ou ceux qui veulent devenir mineurs prendront, à leur retour du Yukon, la route de la Californie; jamais ils ne reviendront par la voie du Pacifique canadien pour s'établir chez nous. En suivant la route d'Edmonton, si ces gens ne réussissent pas à trouver de l'or, ils chercheront à prendre des terres dans les districts agricoles et contribueront par là même à coloniser et à développer les ressources de cette région.

L'honorable M. MACDONALD (C.B.): Il est vrai, comme question de fait, que nous faisons venir presque toute notre farine, les bestiaux et les approvisionnements de ce genre du Manitoba et du Nord-Ouest.

Il est notoire aussi que les mineurs des Etats-Unis viennent à Victoria pour comparer les prix de ces articles avec ceux exigés à Seattle et Tacoma, et ils les achètent de nous les trouvant à meilleur marché.

L'honorable M. BOULTON: Je ne veux pas troubler la douce quiétude de mon honorable ami de la Colombie britannique, je sais fort bien que ces gens consomment notre farine, et pourquoi? Parce que cette farine est de beaucoup supérieure à celle que l'on peut acheter dans l'Etat de Washington ou de l'Orégon. La préten-

tion émise que nous expédions notre bétail du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest à la Colombie britannique, n'est pas fondée. Nous les envoyons aux montagnes, mais pas un seul de ces animaux va au delà. La plupart viennent dans l'Est et sont de là expédiés en Angleterre. Je suis descendu avec l'administrateur de la compagnie Rothschild, et je sais qu'il envoie des approvisionnements là-bas. Il est venu acheter du blé d'inde, des tomates en boîte et autres articles de ce genre, et il m'a dit qu'il achetait sa farine à San Francisco, sa viande fumée à Chicago et son beurre d'une crémérie fonctionnant dans l'Etat de Washington.

A quoi sert de raisonner et de prétendre que nous pouvons rivaliser avec avantage et expédier nos marchandises à travers le continent, comptant que le droit suffira pour empêcher nos voisins de soutenir la concurrence. Que représente le droit lorsque les frais de transport s'élèvent à vingt sous par livre?

L'honorable M. MACDONALD (C.B.): C'est pourtant ce qui se fait tous les jours.

L'honorable M. BOULTON: Oui, quant à ce qui se rapporte à une certaine classe de marchandises, les tissus, mais il ne nous appartient pas, ni est-ce le fait du Gouvernement de prendre des mesures pour diriger la distribution de la richesse ou le courant du commerce de manière à faire bénéficier une localité ou une ville en particulier. Le devoir du Gouvernement est de promouvoir les intérêts généraux du pays plutôt que ceux qui touchent plus directement Edmonton, Calgary, Prince-Albert, Victoria ou Vancouver. Telle n'est pas du tout la question que nous discutons. Ce sont des localités et des villes particulières qui prendront soin de leurs propres intérêts du mieux qu'elles le pourront, qui se pourvoiront d'une manière ou d'une autre des approvisionnements qui sont absolument nécessaires au développement de cette région minière. Nous sommes intéressés à savoir si pour toujours ou pour au moins dix ou quinze ans le pays devra être privé de ces bénéfices, ou si nous sommes en état de rivaliser avec les étrangers, grâce aux mesures prises par le Gouvernement en adoptant la route la plus courte et la plus avantageuse pour pénétrer là-bas en traversant les dis-